

**Réponse de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes à la question
parlementaire urgente n° 908 du 11 février 2015 posée par les honorables députés Messieurs
Justin Turpel et Serge Urbany**

Le gouvernement tient à exprimer ses condoléances aux familles des migrants décédés dans la tragédie du 11 février 2015 et sa solidarité avec les autorités italiennes qui ont sauvé la vie à 106 personnes.

Face à une pression migratoire très élevée, la Présidence lettonne du Conseil de l'Union européenne envisage actuellement plusieurs pistes consistant à renforcer les activités du Bureau européen d'appui en matière d'asile (Easo) et de l'Agence pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (Frontex).

Le Bureau d'appui pourrait contribuer à renforcer les capacités d'asile et d'accueil des pays concernés en Moyen-Orient et en Afrique du Nord, à faciliter la réinstallation et à soutenir la mise en œuvre des programmes régionaux de développement et de protection. Le développement des services d'information et d'analyse du Bureau pourrait aider l'Union européenne et ses membres à mieux gérer l'afflux de migrants. En outre, des efforts doivent encore être investis dans le développement du mécanisme d'alerte rapide et de gestion de crise mis en place par le règlement Dublin III.

Suite à une évaluation externe du mandat de Frontex et à un examen de faisabilité d'un système européen de gardes-frontières, la Commission prévoit de relancer le débat sur le renforcement de Frontex. Il lui paraît impératif que Frontex augmente sa capacité de réaction, en tirant pleinement parti des informations du système EUROSUR. Le Conseil de l'Union européenne envisagera de coopérer plus étroitement avec les pays d'origine et de transit concernés et appuie la possibilité de déployer des agents de liaison « immigration » détachés par Frontex dans les pays tiers clés.

1. Face aux tragédies récurrentes dans la Méditerranée, l'Union européenne doit faire preuve d'un engagement ferme et mettre en œuvre tous les moyens possibles permettant de sauver des vies humaines. L'opération européenne « Triton », opération sous l'égide de Frontex et couvrant les zones essentielles en Méditerranée centrale, souligne la détermination commune des Etats Membres d'éviter des naufrages. Toutefois, le déploiement d'une opération nationale telle que « Mare Nostrum » relève d'une décision nationale souveraine de l'Italie.

Il est de la plus haute importance que l'Union européenne et ses Etats membres respectent leurs engagements en matière de protection et en matière de sauvetage en mer. En effet, tous les pays, et en particulier ceux riverains de la Méditerranée doivent honorer leurs obligations internationales. Durant les prochains mois et particulièrement durant la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg s'engagera pour renforcer le respect des obligations en la matière.

2. Pour faire face à la pression migratoire forte, le mandat et les moyens mis à la disposition de l'Agence Frontex doivent être renforcés ce que le gouvernement soutient.

Les pays riverains de la Méditerranée connaissent un niveau élevé de pression migratoire. En guise de soutien, l'Union européenne doit les soutenir dans leurs efforts de pérennisation en matière de mise en œuvre des structures d'accueil et de renforcement des capacités de protection. A cet égard, le Bureau européen d'appui en matière d'asile a un rôle clé à jouer.

La Commission européenne a annoncé, en date du 5 janvier 2015, qu'elle préparait prioritairement un nouvel agenda européen en matière de migration. Cette nouvelle approche stratégique vise à élaborer un cadre à long terme tenant compte de tous les aspects migratoires. La Présidence luxembourgeoise s'attachera à livrer une contribution constructive du Conseil à l'élaboration de cet agenda.